

PAS DE PASS LIBERTICIDE,

CE SONT DES REPONSES CONCRETES QUE L'ON ATTEND !

Le gouvernement a convoqué les organisations syndicales pour leur faire part de sa volonté de créer un pass sanitaire obligatoire pour les salariés dans l'enceinte de l'entreprise.

A l'unanimité les syndicats, dont Force Ouvrière, comme les organisations patronales se sont montrées réticentes à cette idée, invoquant notamment tant les difficultés de mise en œuvre de la mesure que le reniement à certains principes que cela imposait, comme par exemple la perte du secret médical et de liberté.

Notons que depuis le début de la pandémie, les salariés sont entassés dans les transports en commun pour se rendre au travail.

Mais où en sommes-nous aujourd'hui, après maintenant deux années de cette pandémie ?

Les réunions de crise succèdent aux réunions de crise, de plus en plus rapprochées. Les promesses d'un lendemain meilleur succèdent aux constats d'échec, et vice-versa.

Pendant ce temps, l'hôpital public continue d'être démunie par les politiques mises en place et jamais révisées malgré la crise, allant jusqu'à menacer son existence. Le gouvernement fait porter la responsabilité des difficultés de l'institution sur les non-vaccinés, alors que ceux-ci ne représentent maintenant que moins de 10% de la population en droit de l'être.

Qu'en est-il de l'immunité collective qui de 60% annoncé au départ ne suffit plus maintenant que la population vaccinée atteindrait 90% ?

Combien de temps, ou combien de doses, faudra-t-il encore pour que la pandémie soit mise en échec ? Un rappel après 5 mois ? Après 4 ? Une quatrième dose comme dans certains pays ? Plus le temps passe, plus les perspectives de sortie de crise disparaissent.

Ne serait-il pas plus simple, plus rapide et plus efficace de redonner de vrais moyens à l'hôpital public afin qu'il réponde à sa mission ?

C'était l'objet de la manifestation du 4 décembre à Paris suite à l'appel des hospitaliers.

Il en va de même pour l'école qui se trouve actuellement dans l'incapacité d'assumer son rôle et menacée de dislocation par les incohérences et volte-face perpétuelles. Quant aux enseignants, ils doivent assurer, malgré la confusion, l'instruction en appliquant des directives contradictoires dont le premier effet est le retrait de plus en plus d'élèves des classes. L'« obligation » vaccinale sur les enfants ne ferait qu'aggraver la situation et le désarroi ainsi que les tensions au sein de l'école et des familles.

La situation actuelle démontre bien la nécessité de rétablir une médecine scolaire digne de ce nom, capable de suivre la santé des élèves.

Pour l'Union Départementale FO de l'Essonne, il est temps d'abandonner un état d'urgence sanitaire permanent, un conseil de défense qui ne rend de compte à personne, et des mesures liberticides et discriminantes, afin de sortir de la règle de l'exception et que l'ensemble des travailleurs et leurs familles puissent vivre en toute liberté.

L'ensemble de ces contraintes liberticides viennent s'ajouter à la paupérisation galopante.

Le 27 janvier soyons libres de porter nos revendications, par la mobilisation et la grève, pour défendre nos salaires, retraites et les minima sociaux.

Cet appel dans l'unité des organisations syndicales déterminées est un rendez-vous incontournable pour nous faire entendre. Le rendez-vous est pris le 27 janvier à Paris.

Evry-Courcouronnes, le 24 décembre 2021

